



**cités
unies
france**

la lettre

de la
coopération
décentralisée

NUMÉRO SPÉCIAL

**5^{ème} forum de l'action
internationale des
collectivités**



**Mai-Juin
2014**

Evénement : 5 ^e Forum de l'action internationale des collectivités	2
Afrique	5
Amérique latine et Caraïbes	9
Asie	12
Europe	16
Méditerranée	17
Jeunesse.....	19
Thématiques.....	20
Agenda	24
Publications	27

Evénement

5^{ème} forum de l'action internationale des collectivités

3 et 4 juillet 2014, au Palais des Congrès de Paris

Programme prévisionnel

Conférences

Jeudi 3 juillet 2014

13h00 Accueil des participants

14h00

- Conférence thématique : L'état de la préparation de la COP 21 et la place des collectivités territoriales
- Conférence thématique : 2014 : année internationale de l'agriculture familiale – étape ou finalité pour les collectivités territoriales ?
- Conférence thématique : Un nouveau paradigme de l'action dans l'urgence et le rôle des collectivités territoriales

15h45 Pause sur l'espace Partenaire

16h15

- Conférence thématique : Comment les collectivités peuvent-elles introduire la question du dérèglement climatique dans leurs partenariats internationaux ?
- Conférence thématique : Priorité JEUNESSE
- Conférence thématique : 1% ramassage et traitement des déchets ménagers
- Conférence thématique : Réussir une coopération efficace pour le développement local et l'eau : la valeur ajoutée d'une alliance entre collectivités locales Françaises et les programmes des Nations Unies

18h00

- Conférence thématique : Nouveaux élus, nouvelle mandature, nouveaux regards sur l'action internationale des collectivités
- Conférence thématique : Le bilan du programme AGORA et mise en perspective
- Conférence thématique : Les formations dans les partenariats de coopération décentralisée : quelle réalité ?

19h30 Cocktail sur l'espace « Village de la coopération décentralisée »

Vendredi 4 juillet 2014

8h30 Assemblée générale de Cités Unies France (Réservée aux adhérents de Cités Unies France)

10h30 Pause sur l'espace Partenaire

11h15 Séance plénière : Les collectivités territoriales partenaires de l'Union européenne pour le développement

13h15 Cocktail sur l'espace « Village de la coopération décentralisée »

14h30

- Conférence thématique : Session Platforma : La coopération décentralisée, une réalité mondiale multiforme
- Conférence thématique : L'action internationale des collectivités territoriales et l'offre française en matière de ville durable (14h30-17h30)
- Conférence régionale : Afrique : services d'eau dans la commune
- Conférence régionale : L'Afrique centrale et la crise en Centrafrique : état des lieux et mobilisation des collectivités et des territoires en France

16h00 Pause sur l'espace Partenaire

16h30

- Conférence thématique : Internationalisation des collectivités territoriales : nouvelle perspective pour l'Europe et l'Amérique latine

18h00 Cocktail de clôture du Forum

Evénement

5^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Réunions des groupes-pays/thématiques - Side events

Jeudi 3 juillet 2014

- | | |
|---------------|--|
| 14h00 - 15h45 | Réunion du groupe-pays Liban |
| 14h30 - 15h45 | Réunion du groupe-pays Madagascar |
| 16h15 - 17h45 | Réunion du groupe-pays Sénégal |
| 18h00 - 19h30 | Réunion franco-ivoirienne des collectivités. Présentation du Forum international d'Abidjan pour le développement et l'équipement des collectivités territoriales |
| 18h00 - 19h30 | Coopération internationale et inclusion économique et sociale: une étude ADF en partenariat avec CUF |

Vendredi 4 juillet 2014

- | | |
|---------------|--|
| 14h00 - 16h00 | Réunion du groupe-pays Palestine |
| 14h00 - 16h00 | Réunion du groupe-pays Tunisie |
| 16h30 - 18h00 | Rencontre du groupe-pays Mali |
| 16h30 - 18h00 | Rencontre du groupe-pays Burkina Faso |
| 16h30 - 18h00 | Réunion du groupe-pays Japon : 3 ^e Comité de pilotage français des 4 ^e rencontres franco-japonaises, 28-30 octobre 2014, à Takamatsu |

cités
unies
france

3

« Ateliers Formations »

Les formations sont réservées aux adhérents de Cités Unies France et, à titre exceptionnel, gratuites. Le nombre des participants est limité ; les premiers inscrits auront la priorité.

Jeudi 3 juillet 2014

- | | |
|---------------|---|
| 16h15 - 17h45 | FORMATION 1 : Cadre juridique de l'action internationale |
| 18h00 - 19h30 | FORMATION 2 : Action extérieure des collectivités, facteur d'attractivité et rayonnement pour le territoire |
| 18h00 - 19h30 | FORMATION 3 : Travailler en coopération décentralisée avec d'autres cultures : une évidence ? |

Vendredi 4 juillet 2014

- | | |
|---------------|---|
| 14h30 - 16h00 | FORMATION 3 : Programme de l'Union européenne pour l'éducation, la formation et la jeunesse 2014-2020 : Erasmus + |
|---------------|---|

Evénement

5^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Cofondateurs - Organismes



Partenaires institutionnels



Partenaires officiels



Informations pratiques

- Dates : jeudi 3 et vendredi 4 juillet 2014
- Lieu : Palais des Congrès de Paris
- Accès : M° Ligne 1 direction la Défense, station Porte Maillot, RER C Neuilly-Porte Maillot, Bus 82, 73, PC1, PC3



Plus d'informations sur le programme, les exposants et inscriptions en ligne :

www.coopdec-icic.org

BURKINA FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, adjoint au maire de Guéret, vice-président de la Région Limousin

Rencontre du groupe-pays Burkina Faso, le 4 juillet 2014, 16h30-18h00, dans le cadre du Forum de l'action internationale des collectivités

Temps d'échange avec les collectivités, leurs associations faitières et autres délégations venues du Burkina Faso, la rencontre portera sur :

- l'agenda des collectivités burkinabé (terme invariable) et de leurs partenaires, après plusieurs mois d'exercice municipal et régional
- l'actualité intérieure et dans la sous-région
- les faits marquants et réflexions en cours au sein des partenariats de coopération décentralisée
- le projet d'assises nationales de la coopération décentralisée au Burkina Faso.

Assises nationales 2014 de la coopération décentralisée au Burkina Faso

Des assises nationales de la coopération décentralisée sont prévues au Burkina Faso la première semaine d'octobre 2014. Contrairement aux précédentes assises, celles-ci ne seront pas uniquement franco-burkinabé : la partie burkinabé souhaite les élargir à l'ensemble des collectivités des autres pays et acteurs en coopération avec les collectivités au Burkina Faso.

Cités Unies France a initié la mise en place d'un comité de pilotage France, en attente d'éléments officiels concernant l'organisation pratique, le déroulement et la participation des collectivités françaises à la préparation des ateliers, en concertation avec les collectivités partenaires et leurs organisations faitières.

Les informations disponibles seront transmises aux membres du groupe-pays Burkina Faso et aux participants, à l'occasion de la rencontre du groupe-pays, organisée le 4 juillet, dans le cadre du 5ème Forum de l'action internationale des collectivités.

Burkina Faso: le CDP veut un référendum pour modifier la Constitution

Le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP) a réuni ses militants pour sa première session du Conseil national le 31 mai à Ouagadougou alors que la classe politique burkinabé est profondément divisée sur des questions telles que le référendum et la mise en place du Sénat. Le parti au pouvoir a lancé un appel au président Blaise Compaoré pour la tenue d'un référendum sur l'article 37 de la Constitution, relatif à la durée du mandat présidentiel.

(Source : RFI, Fasonet)

BENIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint-Germès Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy Pontoise

Réunion du groupe-pays Bénin

Le compte-rendu de la réunion du groupe-pays, tenue le 15 avril autour notamment des questions d'intercommunalité au Bénin, sera en ligne sur notre site autour du 20 juin ; les autorités béninoises finalisent actuellement, en concertation avec CUF, l'état des lieux 2013-2014 de la coopération décentralisée franco-béninoise.

CÔTE D'IVOIRE

Les collectivités ou les associations de leur territoire partenaires de collectivités ivoiriennes sont invitées à se faire connaître. Elles seront ainsi associées aux échanges en cours avec les autorités locales, régionales et nationales ivoiriennes, qui seront présentés à l'occasion de la 5ème édition du Forum de l'action internationale des collectivités.

Forum international pour le développement et l'équipement des collectivités

Media Contact Services, partenaire associé de Cités Unies France pour l'organisation du Forum de l'action internationale des collectivités, est l'un des co-organisateur de ce forum pour le développement et l'équipement des collectivités à Abidjan, prévu fin 2014. Les collectivités françaises engagées en Côte d'Ivoire sont invitées à y participer.

MALI

Président du groupe-pays Mali : Guy-Michel Chauveau, député-maire de La Flèche, membre de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Rencontre du groupe-pays Mali, le 4 juillet 2014, 16h30-18h00, dans le cadre du Forum de l'action internationale des collectivités

Temps d'échange avec les représentants de l'Etat malien et des délégations de collectivités présents au Forum, la rencontre reviendra sur les moments forts de l'actualité malienne et les activités récentes de mobilisation internationale et de coopération décentralisée.

Un bilan des actions mises en place dans le cadre du fonds de solidarité Mali sera également présenté, avec l'Association des Municipalités du Mali.

La conférence de Bruxelles, un an après

Le 15 mai 2014 à Bamako, Cités Unies France a participé à la réunion de suivi de la conférence des Donateurs pour le Développement du Mali - Ensemble pour le Renouveau du Mali, du 15 mai 2013 à Bruxelles. Une restitution en sera faite le 4 juillet, en présence (sous réserve) d'une délégation malienne qui pourrait être conduite par le ministre de la décentralisation et de la ville, Ousmane Sy. Un bilan des actions mises en place dans le cadre du fonds de solidarité Mali sera également présenté, avec l'Association des Municipalités du Mali.

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, président de la communauté de communes de Faucigny-Glières

Prochaine réunion du groupe-pays Niger

La prochaine réunion du groupe-pays Niger aura lieu le 4 juillet 2014, 16h30-18h, dans le cadre du Forum de l'action internationale des collectivités.

Initialement prévues en juillet 2013, les Assises de la coopération franco-nigérienne de Niamey, qui se tiendront du 13 au 17 octobre 2014, prennent un sens particulier du fait des troubles que connaît le Niger. Cette réunion de groupe-pays permettra de présenter les conclusions de la mission préparatoire aux rencontres qui se tiendra au Niger du 30 juin au 3 juillet. Elle permettra de présenter le programme et le contenu validés de ces Assises.

Mission préparatoire des Assises d'octobre 2014

Pour faire suite aux échanges avec le comité d'organisation nigérien, et en prévision des Assises de la coopération décentralisée franco-nigérienne d'octobre 2014, une délégation d'élus français, menée par le Président du groupe-pays, se rendra à Niamey du 30 juin au 3 juillet 2014 pour une mission préparatoire.

Un des objectifs de cette mission est de s'assurer du soutien de tous les partenaires institutionnels à la tenue de l'événement dans le respect de la place primordiale des collectivités et associations d'élus locaux.

Signature d'un accord entre l'État du Niger et Areva

Après des rebondissements à répétition, le Niger, quatrième producteur d'uranium au monde, et Areva sont parvenus, le 26 mai, à s'entendre pour un contrat sur l'exploitation de deux sites dans le nord du pays. Du côté du géant du nucléaire français comme du gouvernement à Niamey, on insiste sur le caractère équilibré de cette entente.

(Source : www.rfi.fr)

MAURITANIE

Président : Daniel Allioux, conseiller syndical au SAN de Sénart

Le 27 juin prochain, le conseil régional du Centre accueillera la réunion plénière du groupe-pays, nouvelle étape vers des rencontres de la coopération décentralisée en Mauritanie, prévues en octobre 2014. S'y joue en particulier une étape dans la réflexion entamée par le groupe-pays sur le rôle de la coopération décentralisée franco-mauritanienne en matière de coopération économique.

Actualités Mauritanie

<http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2784p058.xml0/mauritanie-mohamed-ould-abdel-aziz-opposition-mauritanienne-vie-des-partis-mauritanie-presidentielle-mauritanienne-aziz-en-roue-libre.html>

Présidentielle mauritanienne du 21 juin

<http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2784p058.xml0/mauritanie-mohamed-ould-abdel-aziz-opposition-mauritanienne-vie-des-partis-mauritanie-presidentielle-mauritanienne-aziz-en-roue-libre.html>

Les négociations avec le pouvoir n'ayant pas abouti, l'opposition devrait boycotter la présidentielle du 21 juin 2014.

(Source : www.jeuneafrique.com)

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, conseiller général de l'Eure, délégué à la coopération décentralisée

Prochaine réunion du groupe-pays Madagascar

La prochaine réunion du groupe-pays Madagascar aura lieu le 3 juillet 2014, 14h30-16h, dans le cadre du Forum de l'action internationale des collectivités.

Trois mois après la mise en place du nouveau gouvernement, cette réunion du groupe-pays doit permettre d'évoquer la place de la coopération décentralisée dans le nouveau contexte institutionnel malgache, au moment où l'ensemble des coopérations reprennent. Elle parlera aussi de la mission prévue par l'ARF à Madagascar, fin octobre et des Premières rencontres de la coopération décentralisée des collectivités françaises dans l'Océan indien, à l'île de la Réunion, prévue pour le 4 octobre (date à confirmer courant juin). Les membres du groupe-pays Madagascar sont invités à participer à ces événements.

Cités Unies France vient d'effectuer une mission du 26 mai au 4 juin à Madagascar et à la Réunion.

COMORES

Président du groupe-pays : Jean-Charles Nègre, vice-président du conseil général de la Seine Saint Denis

La prochaine réunion du groupe-pays Comores aura lieu le 20 juin 2014, dans les locaux de Cités Unies France. Elle reviendra sur deux événements qui concernent l'espace de l'Océan indien : la préparation de la Première rencontre de l'action internationale des collectivités françaises dans l'Océan indien, début octobre, à la Réunion et le lancement prochain du réseau Océan indien du pS-Eau, fin septembre à Madagascar, avec une ressource humaine affectée à Mayotte. Les membres du groupe-pays Comores sont invités à participer à ces deux événements.

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille

Prochaine réunion du groupe-pays Sénégal

La prochaine réunion du groupe-pays Sénégal aura lieu le 3 juillet 2014, 16h30-18h, dans le cadre du Forum de l'action internationale des collectivités.

Inscrite comme chantier prioritaire du quinquennat au Sénégal, la réforme de l'Acte 3 de la décentralisation, a justifié l'adoption d'un nouveau Code général des Collectivités locales en décembre 2013.

La réorganisation de l'espace et l'émergence de « pôles de développement » pour une amélioration de la cohérence territoriale, entraînent notamment la suppression des régions en tant que collectivités locales, la transformation des départements en collectivités locales, et le remplacement des communautés rurales et des communes d'arrondissement par des communes.

D'ores et déjà, le Gouvernement sénégalais a affirmé que ces changements institutionnels n'affecteront pas la coopération décentralisée, ni le dispositif juridique qui l'encadre et les dispositions qui seront prises.

Cette réunion de groupe-pays doit permettre d'échanger sur les impacts de la réforme de la décentralisation, ses modalités d'application et ses incidences sur la coopération décentralisée franco-sénégalaise.

Elle sera également l'occasion d'aborder, avec ses partenaires, les différents cadres proposés pour ne pas mettre en péril les partenariats existants avec les régions sénégalaises : regroupement interdépartemental; plateforme territoriale ; dispositif régional d'appui et de concertation multi-acteurs.

Sénégal: les élections locales se préparent dans la confusion

Le ministre sénégalais de l'Intérieur, Abdoulaye Daouda Diallo, a réaffirmé, lundi 2 juin à Dakar, que l'administration était prête à organiser les élections locales, le 29 juin, disant ne pas comprendre les raisons amenant certains acteurs à appeler au report de ces joutes.

Les listes des partis et des coalitions de partis ont été publiées le 6 mai Dernier. Les candidats recalés avaient jusqu'au 9 mai pour déposer leurs recours.

(Sources : www.rfi.fr ; APS)

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Liberal, première adjointe au maire de Noailly

Réunion du groupe-pays Togo

Le groupe-pays Togo s'est réuni le 14 mai, en présence du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France au Togo, de l'Ambassade du Togo en France, du programme Solidarité Eau. Le compte-rendu sera bientôt disponible.

AFRIQUE DE L'OUEST

Gestion des déchets et polluants climatiques : préoccupation des villes d'Afrique de l'Ouest

Du 26 au 28 juin 2014 se tiendra à Abidjan en Côte d'Ivoire un atelier sur la gestion des déchets réunissant de nombreuses grandes villes de pays d'Afrique de l'Ouest, dont plusieurs capitales de pays francophones.

L'atelier est animé par la Coalition pour le climat et l'air pur (CCAC, Climate and Clean Air Coalition), une initiative internationale qui vise à réduire les émissions de polluants climatiques à courte durée de vie dans l'atmosphère.

Les décharges représentent la troisième source d'émission de méthane, un puissant gaz à effet de serre. Les pratiques de combustion de déchets non contrôlées produisent du noir de carbone, un polluant nocif pour la santé. Une meilleure gestion des déchets permet donc de lutter contre le changement climatique et d'améliorer la santé des populations.

L'atelier d'Abidjan est une occasion unique, d'une part, de valoriser le savoir-faire des collectivités françaises en matière de gestion de déchets et de coopération décentralisée, d'autre part, de créer de nouveaux partenariats avec les collectivités africaines qui seront présentes à l'atelier.

Toutes les collectivités intéressées par une participation à l'atelier, pour présenter une action de coopération menée dans le domaine des déchets ou pour présenter ses propres pratiques de gestion des déchets et tisser des liens avec les villes présentes, sont invitées à se rapprocher dans les meilleurs délais de Cités Unies de France.

ACTUALITÉS AFRIQUE

L'Afrique se prépare au 7^{ème} Forum mondial de l'eau

Pour préparer la participation africaine au 7^{ème} Forum mondial de l'eau, l'Africa Water Forum est organisé à Ouagadougou, Burkina-Faso, du 12 au 14 juin.

Afin de préparer au mieux la participation française, le Partenariat Français pour l'Eau (PFE) souhaite savoir si des collectivités françaises prévoient d'y participer.

Veuillez en informer le pôle Afrique de Cités Unies France : tel. 01 53 41 86 84, poleafrique@cites-unies-france.org.

Informations :

<http://www.zie-edu.org/africa-water-2014/>

(Source : PFE)

L'appel à propositions du Fonds catalytique de l'Alliance des villes est ouvert sur le thème

« Connais ta ville : informer pour transformer »

Date limite de réception des propositions : 30 juin 2014

Sont attendues des propositions de projets participatifs et innovants sur le thème de la production et de la gestion de connaissances sur la ville, dans les pays du Sud.

L'appel est ouvert à tout type d'institution : ONG, association, collectivité locale, centre de recherches, Etat, organisation du secteur privé, etc.

Pour plus d'informations :

<http://www.citiesalliance.org/catalytic-fund>

(Source : SCAC/Ambassade de France au Togo)

CENTRAFRIQUE

Conférence : L'Afrique centrale et la crise en Centrafrique : état des lieux et mobilisation des collectivités et des territoires en France

Cette conférence aura lieu le 4 juillet 2014, 14h30-16h00, dans le cadre du Forum de l'action internationale des collectivités.

Après les précédentes conférences visant à promouvoir la coopération décentralisée entre les collectivités françaises et leurs homologues des pays d'Afrique centrale et des grands lacs (2011, 2012), cette édition 2014 mettra l'accent sur la crise en Centrafrique.

Cette activité s'inscrit dans le cadre général de la réflexion et des actions, développées par Cités Unies France depuis plusieurs années, sur le rôle des collectivités dans les crises et contextes post crises.

La maire de Bangui, Yacinthe Wodobodé, à Cités Unies France



La maire de Bangui et présidente de l'Association des Maires de Centrafrique (AMCA) a séjourné en France fin mai et rencontré Cités Unies France.

L'objectif était d'exposer la situation dans le pays et exhorter Cités Unies France à soutenir la mobilisation des collectivités françaises pour la reconstruction du pays.

Accompagner la mobilisation de collectivités françaises

A la demande de plusieurs collectivités françaises, réseaux régionaux, acteurs associatifs mais aussi de la Ville de Bangui, Cités Unies France souhaite proposer un accompagnement concerté de la mobilisation des collectivités françaises.

La table ronde organisée à l'occasion du Forum, en présence d'une délégation centrafricaine, permettra de dresser un état des lieux des initiatives, d'identifier les attentes et de présenter des propositions.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Comores, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Togo, Côte d'Ivoire)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Niger, Sénégal, programmes concertés)

Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

Amérique latine & Caraïbes

BRESIL

Présidente du groupe-pays Brésil : Majdouline Sbaï, vice-présidente du conseil régional Nord-Pas de Calais, en charge de la citoyenneté, des relations internationales et de la coopération décentralisée

Conférence à UbiFrance « Action internationale des collectivités locales : un partenariat renouvelé entre la Région Ile de France et l'Etat de Sao Paulo », le 20 mai 2014

La région Ile-de-France et l'Etat de São Paulo ont signé en décembre 2013 un nouvel accord de coopération, sous le patronage du président de la République française, François Hollande. Engagées dans la promotion du développement urbain durable les deux régions ont lancé le programme « 2014, Année d'Ile-de-France et de São Paulo pour le développement urbain durable ».

Pour présenter les objectifs de cette coopération la région Ile-de-France a organisé une conférence le 20 mai dernier, en partenariat avec UbiFrance et l'Institut des Amériques, en présence de Rodrigo Tavares, chef du bureau spécial aux affaires internationales de l'Etat de São Paulo.

Plus d'informations sur cette coopération dans la tribune co-signée par Roberto Romero, vice-président de la région Ile-de-France, et Rodrigo Tavares, chef du bureau spécial aux affaires internationales de l'Etat de São Paulo : <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/130514/1-ile-de-france-et-letat-de-sao-paulo-unis-pour-un-nouveau-partenariat>

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine

Inauguration du lycée national Amiclé Polycarpe des Abricots le 30 avril 2014



La construction de ce lycée a été rendue possible grâce à la solidarité exprimée par les collectivités territoriales françaises qui, au lendemain du séisme, ont répondu à l'appel de Cités Unies France pour créer un Fonds de solidarité Haïti, présidé par Charles Josselin. La Fondation de France a également participé à ce fonds.

Il faut souligner que le terrain du lycée a été généreusement donné par l'ancien maire des Abricots, Jean-Claude Fignole.

Le lycée est constitué de trois modules : le premier rassemble les espaces administratifs, une bibliothèque, une salle des professeurs et une salle de classe, les deux autres modules sont réservés aux salles de classes (trois salles de classe chacun). L'établissement compte également des blocs sanitaires (douches et latrines), une maison pour le gardien et un réservoir d'eau de pluie. Il répond aux normes parasismiques et paracycloniques. Les salles de classes sont conformes aux normes de la Direction du génie scolaire, avec de plus 50m² chacune, bien aérées, bien éclairées et munies de deux portes pour faciliter l'évacuation des élèves en cas de menace.

HAÏTI

Inauguration du lycée national Amiclé Polycarpe des Abricots le 30 avril 2014 (suite)

Les 475 élèves du lycée, les professeurs, le directeur et les habitants de la commune des Abricots ont participé à l'inauguration. Cités Unies France était représentée par Jean-Louis Testud, vice-Président de Cités Unies France et maire adjoint de Suresnes. L'ambassadeur de France, Patrick Nicoloso, Benjamin Bellegry de la Fondation de France, et des représentants de la Délégation départementale de l'éducation et du gouvernement haïtien étaient également présents pour cet événement.



CHILI

Président du groupe-pays : Roberto Romero, vice-président du conseil régional d'Ile de France, chargé des Affaires internationales et européennes

Rencontre avec Son Excellence Patricio Hales, nouvel ambassadeur du Chili en France

Patricio Hales est architecte de formation, il commence sa vie professionnelle comme professeur, jusqu'à aujourd'hui, où il dispense des cours de politiques publiques et urbanisme. L'homme s'intéresse à la gestion urbaine et, en partie, analyse son pays par ce prisme. Il est animé par la ferme volonté d'accompagner le mouvement de décentralisation engagé par l'Etat, qui est un des points du programme des réformes de la Présidente Michèle Bachelet et progresser vers une répartition plus équitable des compétences, des personnes, des chances...

Egalement entrepreneur dans le milieu de l'urbanisme, son expérience lui vaut d'être ouvert à un rapprochement des acteurs privés. Il considère que la coopération décentralisée devenue action extérieure des collectivités doit continuer sur ce chemin. Attentif à la structure et à l'équité urbaine de la ville de demain, Monsieur Hales souhaite mettre à profit des initiatives réussies de la coopération et professionnaliser et valoriser les entreprises et acteurs qui les ont permis. En alliant des idées novatrices avec les structures appropriées on pourra avoir des résultats concrets en termes de projets conjoints à partir de la coopération décentralisée.

Comme élu, il fut député durant 16 années (1998-2014), et vice-président de la chambre des députés, il soutient les réformes de la Présidente Bachelet. Il a été appelé à collaborer dans l'équipe qui a préparé le programme de la candidate à la présidence, coordonnée par l'actuel ministre des finances. Il se félicite de la vague de décisions favorisant le rôle des autorités locales (régions, communes...). Citons par exemple, la politique d'incitation à l'associationnisme des collectivités (réunions de territoire et gestion commune de compétences), d'une commission nationale de développement régionale attribuant les compétences, d'une stratégie de répartition territoriale des personnes qualifiées et de mobilité des jeunes dans le pays. D'ailleurs, il a joué un rôle dans la mise en œuvre de la politique nationale de développement urbain. Sur 17 millions d'habitants, près de 10% de la population connaît une marginalisation et des conditions de vie difficiles.

Le nouvel ambassadeur voit la coopération de manière pragmatique et efficace. Au fait des évolutions de la coopération en cours, et connaissant les conclusions du séminaire de janvier 2013 à Santiago, il identifie deux axes de travail : un rapprochement de la coopération bilatérale et décentralisée, pour une plus grande efficacité et utilisation des savoir-faire ; et appuyer la transformation de résultats de projets de coopération en investissements privés.

Le Chili se réforme et cela va dans le sens d'une amélioration de la qualité de vie pour les chiliens grâce à un rééquilibrage du territoire. La coopération représente pour lui l'opportunité d'atteindre les objectifs gouvernementaux (parmi lesquels on doit souligner la proposition d'éducation gratuite et de qualité pour tous, et égalité des chances qui constituent un de points principaux du programme du nouveau gouvernement...) et de favoriser l'investissement dans ces initiatives publiques, et créer une cohérence et une amélioration à tous les échelons de la gestion territoriale. Il se reconnaît ainsi dans le terme de « diplomatie démultipliée » proposé par Laurent Fabius, Ministre des affaires étrangères et du développement international.

S.E.M. Hales participera à certains événements de la Semaine de l'Amérique latine. Il identifie bien le rôle du groupe-pays, et considère CUF comme un partenaire essentiel dans le domaine de la coopération décentralisée. Il s'attachera à accompagner les missions d'informations et d'accompagnement du groupe-pays, et est prêt à débattre des idées et constats autour de la coopération décentralisée. Dans la mesure des compétences de l'Ambassade, il participera à la structuration des relations franco-chiliennes supportés par CUF (travaux avec ACHM (Association des municipalités chiliennes), recherche de partenaires et autres...).

Amérique latine & Caraïbes

MEXIQUE

Président du groupe-pays : un nouveau président, ou une nouvelle présidente succédera à Michel Sainte-Marie, vice-président de la communauté urbaine de Bordeaux, maire de Mérignac, jusqu'au début avril

Actualité du groupe-pays : Vers une consultation estivale du groupe-pays

Lors des deux premières réunions, le groupe-pays a souhaité collégialement interroger la possibilité de porter un programme d'activités communes. De la production d'un document valorisant l'expertise française à la tenue d'une réunion de haut niveau, les projets sont concrets et impliquent une coordination et une méthodologie assurée par Cités Unies France.

En collaboration avec la Communauté urbaine de Bordeaux, présidant le groupe-pays, une consultation sera effectuée auprès du groupe-pays. L'occasion de connaître l'intérêt de chacun des membres et de statuer dans son implication réelle dans le programme partagé, structurant la stratégie du groupe.

ACTUALITÉ AMÉRIQUE LATINE

Visite technique en France d'une délégation de l'Alliance euro-latino-américaine des autorités locales (programme AL-LAs) du 2 au 6 juillet 2014

Dans le cadre du programme AL-LAs, Cités Unies France, avec la collaboration de l'ARRICOD (Association des professionnels de l'action européenne et internationale des collectivités territoriales), organise une visite technique pour une délégation d'autorités locales latino-américaines partenaires du projet.

La délégation rencontrera notamment des représentants de plusieurs collectivités locales : Paris, Nanterre et Plaine Commune.

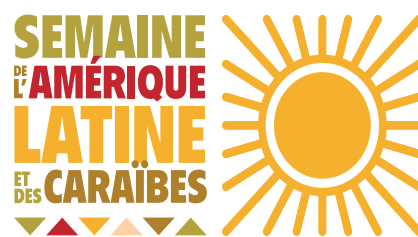
Les objectifs de cette mission sont :

- prendre connaissance de l'expérience d'internationalisation de plusieurs collectivités territoriales françaises ;
- identifier des possibilités de coopération sur les trois thèmes de AL-LAs : développement durable, attractivité territoriale et inclusion sociale ;
- rencontre avec différents acteurs de l'internationalisation des collectivités locales et de la coopération décentralisée.

Plus d'information : Felicia Medina, Chef de projet Amérique latine et Caraïbes, f.medina@cites-unies-france.org

Une semaine pour l'Amérique latine et les Caraïbes, du 22 mai au 4 juin 2014

A l'occasion de sa 4^{ème} édition, la journée de l'Amérique latine et des Caraïbes (31 mai 2014), se convertit en une véritable semaine, à laquelle de nombreux partenaires contribueront dans l'ensemble du territoire national. Certains événements touchant à l'action extérieure des collectivités associeront des élus français et des élus issus des pays engagés en coopération. D'ores et déjà figure à l'agenda un colloque organisé par l'Institut des Amériques sur les villes durables, villes intelligentes, le 28 mai 2014, au Sénat.



Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (Argentine, Brésil, Haïti, Amérique centrale et Cuba)
Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chili, Mexique)
Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

IX^e Table ronde des maires français et chinois, Lille, 13 juin 2014



Dans le cadre du programme des 50 ans de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Chine, la IX^e Table Ronde des maires français et chinois aura lieu à Lille les 12 et 13 juin 2014. Cette édition spéciale qui mettra en valeur les coopérations passées et futures entre municipalités françaises et chinoises, présentera, entre autres, les transformations réussies de villes françaises et chinoises, historiquement construites autour de sites industriels.

Depuis 2004, le Comité France Chine organise, avec l'Institut de Politique Etrangère du Peuple Chinois (CPIFA), une Table Ronde annuelle réunissant à chaque fois une dizaine de maires français et une dizaine de maires chinois. L'objectif de ces Tables Rondes des Maires français et chinois est de présenter l'expertise des entreprises françaises sponsors autour de questions d'actualité se rapportant à la gestion quotidienne des collectivités des maires, afin d'illustrer par des solutions concrètes les problématiques rencontrées par les maires français et chinois sur ces sujets. Un débat s'installe pendant toute une journée autour d'une grande table ronde où interviennent une trentaine de personnes entre maires français, maires chinois et entreprises. Cette initiative a été prise dans le cadre de la politique de développement vers l'Ouest de la Chine.

La table ronde des maires français et chinois se tient alternativement en France et en Chine. Elle est présidée par un chef de délégation côté français et chinois. En 2013, Michel Destot, maire de Grenoble et président de l'AMGVF, et Shuming Lu, vice-président du CPIFA ont rempli ce rôle.

Plus de renseignements : <http://www.comitefrancechine.com/le-comite-france-chine>

CHINE

Président du groupe-pays : Bernard Soulage, vice-président du conseil régional Rhône Alpes, délégué aux relations internationales et européennes



Dialogue Chine-Europe pour la préparation du sommet sur le Climat « COP 21 » : appel à manifestation d'intérêt pour organiser des ateliers dans vos collectivités !

Le Forum Chine-Europe organise une conférence intitulée « Face au changement climatique, repenser le modèle de développement global » qui se déroulera du 2 au 5 décembre prochains simultanément à Paris, Bruxelles, Genève, Lille, Lyon et dans d'autres villes en France.

Elle réunira pendant 4 jours environ 300 participants chinois et européens, sur une plateforme de dialogue multi-acteurs (entreprises, ONG, collectivités locales, experts, médias). Les participants, d'abord rassemblés le premier jour en plénière à Paris, dialogueront ensuite durant deux jours sur un thème précis (ville durable, énergie, technologies vertes, etc) dans le cadre d'ateliers d'une vingtaine de personnes, «décentralisés» dans les différentes villes partenaires. Le quatrième jour sera celui de la restitution lors d'une seconde plénière à Paris.

L'événement s'inscrit dans la perspective de la COP21 de Paris en 2015, dont le Comité d'organisation dirigé par Pierre-Henri Guignard nous a inclus le Forum dans le «village de la société civile». L'Institut Français a, par ailleurs, donné à cet événement le label du Cinquantenaire des relations franco-chinoises. De hautes personnalités comme Edgar Morin, Georges Berthoin, Michel Rocard, Corinne Lepage ou Jean-Pierre Jouyet ont déjà accepté de figurer dans notre comité de patronage.

L'événement a un objectif triple :

- (1) Sensibiliser l'opinion publique des deux continents, par le biais d'une campagne médiatique internationale, et inciter le gouvernement chinois, comme les gouvernements européens, à appliquer efficacement une stratégie commune de développement durable face au changement climatique.
- (2) Renforcer la plateforme de dialogue et de propositions créée par le Forum Chine-Europe entre les sociétés européennes et chinoises, et orienter cette plateforme sur la transition vers des sociétés durables.
- (3) Élaborer un « Texte commun » entre les sociétés européenne et chinoise pour servir de référence à un accord au prochain sommet des Nations Unies sur le Climat à Paris en 2015. Ce « Texte commun » doit répondre aux défis communs auxquels font face l'Europe et la Chine en matière de transition vers des sociétés durables. Ce consensus doit permettre de sortir des contradictions entre la Chine et l'Occident - les Etats-Unis notamment, qui ont mené à l'échec d'un accord sur la lutte contre le réchauffement climatique depuis le sommet de Copenhague en 2009. (Pour lire la suite : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article2033>)

Plus d'informations : http://www.china-europa-forum.net/index_fr.html
Joris Zylberman : jzylberman@hotmail.com

Convention China Europa, Shenyang (Liaoning), 16-18 septembre 2014



La 6^{ème} édition de cette convention d'affaires se tiendra à Shenyang, capitale de la province du Liaoning, les 16, 17 et 18 septembre 2014.

Un accord entre le maire du Havre et le maire de Shenyang pour l'organisation de cette 6^{ème} édition, a été signé à l'occasion de la séance protocolaire le 21 novembre au Grand Palais du Peuple, en présence de Keqiang Li, Premier Ministre de la République Populaire de Chine, de José-Manuel Barroso, Président de la Commission Européenne et de Herman Van Rompuy, Président du Conseil Européen.

Cette 6^{ème} édition confirme le positionnement de China Europa en tant qu'événement majeur et pérenne en matière de coopération économique.

Les soutiens forts de l'Union européenne, du Gouvernement chinois et le partenariat opérationnel avec l'EUCCC (European Union Chamber of Commerce in China) contribueront au succès et au développement de la dimension européenne de l'événement.

Le thème : « Pour une ville durable Energie & Qualité de vie » a été retenu avec UBIFRANCE qui co-organise l'événement, de même qu'avec le MOFCOM (Ministère chinois du Commerce) et le Ministère de l'Economie et des Finances qui vont signer le renouvellement de l'Accord Franco-Chine Ecocités et qui sont attachés à la réalisation d'un éco-quartier français à Shenyang particulièrement mis en avant dans le programme de Vivapolis.

Cette 6^{ème} édition réunira plusieurs villes et provinces chinoises qui présenteront leurs projets urbains. Elle fera partie des manifestations officielles au titre du 50^{ème} Anniversaire des relations diplomatiques entre la République Populaire de Chine et la France.

Une conférence détaillera les enjeux majeurs et trois ateliers traiteront des sujets actuels liés à la thématique retenue, parmi lesquels :

- La ville durable, la ville intelligente (smart city)
- Les nouvelles mobilités urbaines
- Les éco parcs et leur intégration dans le tissu urbain et péri-urbain.

La dimension BtoB de la manifestation réunira les principales entreprises européennes et chinoises impliquées dans les secteurs concernés par l'urbanisme, la construction durable et respectueuse de l'environnement, l'énergie, les transports urbains, le traitement de l'air et de l'eau et les réseaux intelligents.

Plus d'informations :

www.china-europa.org

g.mercher@havre-developpement.com

8^{èmes} rencontres du groupe inter-parlementaire France-Chine «Le partenariat France-Chine : cas d'école pour la diplomatie économique», mardi 10 juin au Palais du Luxembourg, Paris



Cette rencontre est organisée à l'initiative de Jean Besson, sénateur de la Drôme, président du groupe interparlementaire d'amitié France-Chine

et placée sous le haut patronage de Jean-Pierre Bel, président du Sénat.

Lors des années récentes, parallèlement à une présence active dans les instances internationales, la France a considérablement renforcé et enrichi son dispositif bilatéral de soutien à son économie, notamment en appuyant le développement international de ses entreprises mais également en facilitant l'accueil des investissements étrangers sur son territoire national, source d'emplois et de croissance.

En témoignent notamment des mesures récentes comme la création d'une entité en charge de l'intelligence économique, la mise en place de représentants spéciaux pour la « diplomatie économique », dont notamment Martine Aubry pour la Chine et Jean-Pierre Raffarin pour l'Algérie, la création d'une direction des entreprises au sein du Ministère des Affaires étrangères, la fusion entre Ubifrance et l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII), le rattachement du commerce extérieur aux attributions du ministre des Affaires étrangères et du Développement international. Ces éléments nouveaux viennent compléter sur le champ économique l'arsenal d'influence déjà existant au plan politique, combinant réseau diplomatique, instances de gouvernance mondiales et européennes et soft power, au service d'une visibilité et d'une influence française refondée. Cette diplomatie économique souhaite agir, via la négociation et l'influence, sur les échanges commerciaux, les flux d'investissement, les marchés internationaux, les migrations, l'aide au développement, la sécurité économique et la gouvernance mondiale.

Inscription : http://www.afd.fr/inscription/formAddInscription.action?request_locale=fr&manifestationId=142

ACTUALITÉS JAPON

La lutte contre le changement climatique : le partenariat japonais « Cool Earth »

Le Japon développe ses initiatives et projets pour rendre la planète « propre » et réduire, d'ici 2050, la moitié des émissions globales des gaz à effet de serre et de 80% celle des pays en développement. Tout d'abord, le Japon va encourager le développement de technologies innovantes, par un investissement de 110 milliards de dollars sur 5 ans dans les énergies renouvelables. Ensuite, le Japon souhaite développer des partenariats gagnant-gagnant avec les pays les plus fragiles, en apportant des bases propices au développement et à l'innovation technologiques.

Le gouvernement a lancé, en 2013, une aide de 1 600 milliards de yen sur trois ans, pour développer leurs investissements et implications dans la lutte contre le réchauffement climatique, tout en l'alliant à l'objectif de croissance économique. (Source : Ambassade du Japon en France)

Visite officielle du premier ministre japonais en France

Faisant suite à la visite du président François Hollande au Japon en juin 2013, le premier ministre japonais Shinzo Abe est venu à Paris du 4 au 6 mai 2014 en visite officielle. Les deux chefs d'Etats ont convenu de réunions annuelles afin de renforcer le partenariat d'exception entre la France et le Japon.

Lors de leur déclaration conjointe, les deux dirigeants ont souligné tous les domaines de coopération qui unissent la France et le Japon, avec au premier plan l'économie, mais également la culture et la sécurité internationale. Le président français a notamment rappelé que la France mettait son savoir-faire en matière nucléaire à la disposition du Japon pour la gestion du post-Fukushima. Il a également souligné les prises de positions communes du Japon et de la France en matière de politique et de sécurité internationales. Enfin il a remercié le Japon pour son investissement dans la réussite de la Conférence sur le climat qui se tiendra à Paris en 2015 (COP21).

Cette visite aura aussi été l'occasion pour le président Hollande de féliciter le Japon pour l'entrée de la gastronomie japonaise (washoku) au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Source : <http://www.ambafrance-jp.org/Visite-officielle-de-M-Shinzo-ABE>

JAPON

Président du groupe-pays : Jean-Michel Berlemont, adjoint au maire de Nancy délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières

Troisième réunion du Comité de pilotage français des 4^e Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, vendredi 4 juillet 2014, 16h30 - 18h, au Palais des Congrès de Paris

Le Japon accueillera cette quatrième édition des Rencontres, du 28 au 30 octobre 2014, à Takamatsu, ville jumelée avec Tours. Ces rencontres proposeront d'échanger et de mutualiser les connaissances sur le thème général suivant : « **A l'ère de la mondialisation, quelles mesures les collectivités territoriales doivent-elles prendre afin de redynamiser l'économie locale ?** »

Le travail sera organisé en trois ateliers :

- **Atelier 1 – Industrie : Revitaliser l'agriculture, le commerce, le tourisme et autres industries ;**
- **Atelier 2 – Culture : Redynamiser l'économie locale par le biais de la culture et des échanges humains ;**
- **Atelier 3 – Urbanisme : Agir sur les transports urbains, l'environnement, l'énergie, pour un développement durable des villes.**

Les collectivités françaises sont priées de remplir la fiche d'intention de participation des collectivités aux 4^e Rencontres franco-japonaises (à indiquer, notamment, le choix des ateliers, le nom de l'intervenant et le titre de son intervention). Cette fiche est à retourner, avant le 15 juin 2014, à Cités Unies France par courriel : k.fotic@cites-unies-france.org ou par fax : 01 53 41 81 41.

Pour plus d'informations sur les 4^e Rencontres, merci de consulter le site de Cités Unies France à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1727>.

La **troisième réunion du comité de pilotage français**, très importante à ce stade de préparation des Rencontres, nous permettra de faire le point sur la participation des collectivités territoriales françaises, le pré-programme et les ateliers et thématiques proposés. L'ordre du jour de cette réunion est mis en ligne sur le site de CUF.

Toutes les collectivités françaises qui souhaitent participer et/ou intervenir lors des 4^e Rencontres sont conviées à cette réunion (le bulletin d'inscription à retourner, avant le 25 juin 2014, à Cités Unies France par courriel : k.fotic@cites-unies-france.org ou par fax : 01 53 41 81 41).

Pour plus d'informations sur cette réunion et pour télécharger le bulletin d'inscription et l'ordre du jour, merci de consulter le site de Cités Unies France à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article2009>.

INDE

Président du groupe-pays Inde: Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor, président de l'Assemblée des Départements de France

Prochaine réunion du groupe pays Inde, le 24 juin 2014

La prochaine réunion du groupe-pays Inde aura lieu à Cités Unies France, au 9 rue Christiani, le 24 juin après-midi, à partir de 14h30.

Cette réunion sera l'occasion de rencontrer Thierry Morel, le futur attaché de coopération qui sera en poste à l'Ambassade de France en Inde à partir de la rentrée prochaine, de faire un point d'actualité politique suite aux élections législatives en Inde, et d'envisager de possibles rencontres de la coopération décentralisée à l'horizon 2014-2015.

Pour vous inscrire : s.schonfeld@cites-unies-france.org

Élections législatives indiennes de 2014

Le 16 mai, les résultats des élections législatives indiennes ont été bien au-delà des prévisions. Avec 31% des voix, le Bharatiya Janata Party (BJP), le Parti du peuple indien, a remporté 282 sièges, soit bien plus que la moitié des 543 membres du Parlement. C'est une victoire écrasante.

Composante de la droite hindouiste, ce parti a désormais la majorité absolue. Pourtant gouverner l'Inde n'est pas aussi simple, et il doit former son gouvernement avec des partis régionaux.

Le Parti du Congrès n'a eu que 44 sièges: plus qu'une défaite, c'est un effondrement pour le parti historique de l'indépendance, laïque (au sens anglais de secular), qui avait gouverné pendant des dizaines d'années pratiquement sans interruption. Aux dernières élections nationales de 2009, le Congrès avait 206 sièges, le BJP n'en avait que 116, alors que les partis régionaux se répartissaient au sein des deux grandes alliances nationales: l'UPA pour le Congrès et le NDA pour le BJP.

Le rejet du Parti du Congrès était prévisible à cause des gros scandales de corruption où il était impliqué et à cause des mauvais résultats économiques: inflation élevée, ralentissement de la croissance.

Finalement, c'est bien «la vague Modi» qui l'a emporté. La campagne de ce parti s'est appuyée sur le succès du développement économique de l'État du Gujarat où il était Premier ministre. Le leader du BJP a incarné les aspirations des classes moyennes et d'une partie de la population pauvre qui attend qu'il reproduise cela à l'échelle de l'Inde.

Lors des émeutes et du carnage communautaire du Gujarat de 2002, un millier de personnes, essentiellement des musulmans, ont été tuées. Modi, Premier ministre de cet État, et sa police avaient été accusés de laisser-faire et de complicité. Douze ans après, il va gouverner l'Union indienne.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

VIETNAM

Président du groupe-pays : un nouveau président, ou une nouvelle présidente succèdera à Kader Arif, conseiller municipal de Toulouse, jusqu'au début avril.

L'année du Vietnam en France 2014

Pour célébrer le 40ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Vietnam et la France (1973-2013), les deux gouvernements vietnamien et français ont décidé d'organiser l'Année croisée France-Vietnam avec l'Année de France au Vietnam en 2013 suivie de l'Année du Vietnam en France en 2014.

La mise en oeuvre de l'Année croisée est assurée par le Comité mixte d'organisation réunissant pour la partie vietnamienne le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère de la Culture, des Sports et du Tourisme et le Ministère de l'Information et de la Communication, pour la partie française le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère de la Culture et de la Communication.

L'Année du Vietnam en France 2014, organisée pour la première fois à cette ampleur, sera marquée par un large éventail d'une centaine d'événements, dans tous les domaines, notamment la culture. Le Vietnam s'invite en France, sous des facettes aussi différentes que saisissantes, à la fois traditionnelles mais aussi contemporaines et créatives.

Le Vietnam s'invite en Seine-Saint-Denis

Dans le cadre des années croisées, la Seine Saint Denis organise la semaine du Vietnam dans le département du 2 au 8 juin prochains. Expositions, débats, projections de films, pièce de théâtre, démonstration d'arts martiaux seront proposés tout au long de cette semaine. Ces initiatives sont l'occasion de valoriser auprès de toute la population du territoire la richesse de la coopération décentralisée qui lie, depuis 2006, le Conseil général et la Province de Hai Duong.

Télécharger le programme complet de la manifestation : <http://www.seine-saint-denis.fr/Semaine-du-Vietnam.html>

RUSSIE

Président du groupe-pays : Christian Estrosi, député des Alpes-Maritimes, maire de Nice et président de Métropole Nice Côte d'Azur

Une coopération franco - russe dans la formation en science de l'ingénieur

Le 17 février dernier, Jean-Maurice Ripert, ambassadeur de France en Russie, et Alevtina Tchernikova, recteur de l'Université technologique nationale de recherche (MiSiS), ont signé un accord de co-financement de bourses d'études visant à accroître la mobilité des élèves-ingénieurs russes. MiSiS a été désigné en 2008, futur pôle d'excellence technologique dans le cadre du programme fédéral de création des universités nationales de recherche. En France, le MiSiS a des liens avec sept établissements supérieurs. (Source : <http://www.amba-france-ru.org>)

Premier forum franco-russe sur les perspectives de développement du tourisme dans les districts fédéraux sibérien et extrême-oriental, du 23 au 24 juin 2014, à Irkoutsk

La Région d'Irkoutsk et l'Ambassade de France en Russie organisent à Irkoutsk le premier Forum qui portera sur « Les perspectives de développement du tourisme dans les districts fédéraux sibérien et extrême-oriental ». Ce forum réunira les représentants des districts fédéraux sibériens et extrême-oriental, de collectivités françaises et de nombreux experts russes et français du tourisme autour de quatre ateliers : « L'adaptation des ressources naturelles et du patrimoine local aux exigences du marché touristique » ; « Stratégies de renforcement de l'attractivité touristique locale : marketing territorial, labellisation et offices de tourisme » ; « La formation aux métiers du tourisme » ; et « Tourisme et innovation ». Le programme prévisionnel du Forum est disponible sur le site : <http://www.coopregion.ru/fr/>

Pour plus d'informations : Ekaterina Babaeva, assistante, Ambassade de France en Russie. Tél. : +7 495 937 15 43 - Courriel : ekaterina.babaeva@diplomatie.gouv.fr

BALKANS

Cités Unies France ouvre un fonds de solidarité pour les Balkans

Les pires intempéries depuis 120 ans ont frappé les villes des Balkans et de l'Europe centrale le vendredi 16 mai 2014, conduisant à des inondations meurtrières et à des rafales de vent violentes. Les précipitations ont baissé d'intensité mais les crues des rivières continuent de faire des ravages. De nombreux glissements de terrain ont rasé des maisons, des ponts ont été emportés par les flots, des centaines de milliers de ménages n'ont plus d'électricité etc. La Bosnie et la Serbie sont particulièrement affectées par la catastrophe, certaines villes sont sous les eaux, et au moins 50 victimes ont été recensées depuis le début des inondations dans ces deux Etats. Des opérations d'évacuation sont toujours en cours, et pour le moment 20 000 personnes auraient été déplacées en Serbie et 10 000 en Bosnie. Les pays voisins tels que l'Autriche, la Roumanie, la Hongrie et la République Tchèque ont également été touchés par de violents orages, des rafales de vents ou par d'abondantes chutes de neige.

La Bosnie et la Serbie ont lancé un appel à l'aide internationale. Quatorze pays de l'Union Européenne se sont mobilisés et ont envoyé du matériel et des experts pour aider les autorités locales à faire face à la catastrophe et des milliers de volontaires se sont déplacés pour assister les équipes de secours sur place. Il existe aujourd'hui plus de 40 partenariats de coopération décentralisée entre les collectivités françaises et les collectivités des Balkans. L'ampleur de la catastrophe est telle que Cités Unies France, à la demande de certains de ses adhérents, a décidé d'ouvrir un fonds d'urgence pour apporter une aide aux autorités locales serbes et bosniaques affectées dans la phase de réhabilitation des villes et des services publics détruits par cette catastrophe.

Un compte pour le fonds « Solidarité avec les Balkans » a été créé et il pourra être abondé par toute collectivité locale désireuse de répondre à cet appel. Selon les règles fixées par le bureau exécutif de Cités Unies France, la gestion de ce fonds se fera par un comité conjoint des donateurs. Pour toute information complémentaire et pour participer à cette initiative vous pouvez contacter à Cités Unies France, Simoné Giovetti : courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org tel. : 01 53 41 81 87

ARMÉNIE

Président : Patrick Devedjian, président du conseil général des Hauts-de-Seine, député

Prochaine réunion du groupe-pays Arménie

La prochaine réunion du groupe-pays Arménie aura lieu le 4 juillet de 16h30 à 18h30, dans le cadre du Forum de l'action internationale des collectivités. Elle sera d'abord l'occasion de faire un état des lieux du contexte politique et social actuel du pays. Ensuite, elle présentera les principales conclusions des deuxièmes assises de la coopération franco-arménienne qui avaient permis d'aborder différentes thématiques telles que le tourisme, l'enseignement et la culture, ainsi que l'économie locale et le développement agricole. Enfin, la réunion Arménie développera plus amplement la thématique du tourisme et de ses enjeux en Arménie, en présentant notamment le prochain séminaire tourisme prévu en Arménie à l'automne 2014.

Pour plus d'informations :

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie, Croatie, Serbie, Europe du Sud-Est)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Méditerranée

ALGERIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, délégué du maire de Gières aux coopérations méditerranéennes

Joussour, Programme Concerté Pluri-Acteurs Algérie (PCPA)



Depuis le début de l'année, plusieurs appels à projets ont été lancés dans le cadre des outils du PCPA, à savoir le Fonds d'appui aux initiatives jeunes (FAIJ), le Fonds d'appui aux initiatives locales (FAIL) et le Fonds d'appui aux projets (FAP), qui ont permis

de soutenir une trentaine de projets, dont certains en partenariat avec des associations et des collectivités françaises. Quant au programme d'activités transversales, il permettra de soutenir l'organisation de rencontres régionales et de rencontres thématiques.

Une rencontre régionale, réunissant des associations oranaises, se tiendra au mois de mai à Oran autour de la reconnaissance et de la valorisation du rôle des associations en tant qu'acteurs de citoyenneté.

Cités Unies France, en concertation et en partenariat avec des collectivités françaises membres du PCPA et des associations françaises et algériennes, envisage d'organiser une rencontre thématique.

La prochaine Assemblée plénière est prévue au mois d'octobre 2014 en Algérie avec le renouvellement des instances, notamment le comité de pilotage.

Nomination d'un nouveau gouvernement en Algérie

Suite à l'élection présidentielle du 17 avril dernier, reconduisant Abdelaziz Bouteflika pour un 4ème mandat, un nouveau gouvernement a été nommé le 5 mai dernier. Abdelmalek Sellal et Tayeb Belaïz, respectivement premier ministre et ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales, ont été reconduits à leurs fonctions.

On peut noter la présence au gouvernement d'anciens walis : Abdelwahab Nouri, ancien wali de Tlemcen, nommé ministre de l'agriculture et du développement rural ; Noureddine Bedoui, ancien wali de Constantine nommé ministre de la Formation et de l'enseignement professionnel ; Abdelmalek Boudiaf, ancien wali d'Oran, ministre de la Santé et de la réforme hospitalière et Mohamed El Ghazi, ancien wali d'Annaba, nommé ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.

(Source : tsa-algerie)

Création d'un centre régional à Alger pour la sauvegarde du patrimoine immatériel en Afrique

Un accord a été signé entre l'Algérie et l'UNESCO, le 28 février dernier à Paris, pour la création et le fonctionnement d'un centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique. Ses missions seront de dresser un inventaire, de mener des travaux d'études et de recherches, de conserver, de sauvegarder et de mettre en valeur le patrimoine culturel immatériel des pays africains.

LIBAN

Président du groupe-pays : un nouveau président, ou une nouvelle présidente succèdera à Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon, jusqu'au début avril

Prochaine réunion du groupe pays Liban

La prochaine réunion du groupe pays Liban aura lieu le 3 juillet, 14h00 – 15h45, dans le cadre du Forum de l'action internationale des collectivités, au Palais des Congrès de Paris.

En présence d'une importante délégation d'élus libanais, la session permettra d'exposer le Programme National d'Appui aux Municipalités Libanaises et le développement des projets nationaux qui en sont issus sur l'assainissement, la formation, la valorisation du patrimoine et le processus de métropolisation.

Elle permettra également de sonder les perspectives pour ces projets nationaux et le rôle des collectivités locales françaises dans le contexte très tendu créé par la guerre civile syrienne.

Enfin, cette session sera l'occasion de s'informer sur la nouvelle proposition de loi sur la décentralisation et de souligner les initiatives portées par le Comité des Maires, le Bureau Technique des Villes Libanaises et le groupe-pays Liban de Cités Unies France.

Un temps important sera laissé aux échanges avec les élus français portant sur la reprise des contacts après les élections municipales et au développement de nouvelles coopérations.



Méditerranée

TUNISIE

Président du groupe-pays Tunisie : un nouveau président, ou une nouvelle présidente succèdera à Henri Bertholet, adjoint au maire de Romans sur Isère, jusqu'au début avril

Prochaine réunion du groupe-pays Tunisie: Regards sur la nouvelle constitution tunisienne

La prochaine réunion du groupe-pays Tunisie intitulée "Regards sur la nouvelle constitution tunisienne" aura lieu le 4 juillet 2014, de 14h30 à 16h00, dans le cadre du Forum de l'action internationale des collectivités :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1942>, au Palais des Congrès de Paris.

Cette séance du Forum aura lieu en la présence de Mme Salsabil KLIBI, enseignante-chercheuse à la faculté des sciences juridiques politiques et sociales de Tunis, membre du bureau de l'association tunisienne de droit constitutionnel et spécialiste de droit constitutionnel.

Elle permettra aux collectivités françaises de mieux appréhender le contexte de la Tunisie post révolutionnaire dans lequel elles interviennent et de disposer de repères sur les principaux points de la nouvelle constitution tunisienne.



«Répertoire des partenariats franco-tunisiens» - nouvelle édition - mars 2014

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Linda Naili, chargée de mission (Algérie)

Virginie Rouquette, chargée de mission (Liban, Tunisie, Maroc)

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

PALESTINE

Président du groupe-pays : un nouveau président, ou une nouvelle présidente succèdera à Claude Nicolet, président du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque jusqu'au début avril

Prochaine réunion du groupe-pays Palestine

Cette réunion aura lieu le 4 juillet, 14h30 à 16h00, dans le cadre du Forum de l'action internationale des collectivités, au Palais des Congrès de Paris.

La réunion du Réseau de Coopération pour la Palestine (RCDP) sera, dans un premier temps, l'occasion de présenter le bilan du forum Dunkerque + 10 qui a eu lieu en novembre 2013. Ensuite, elle permettra de revenir sur le bilan des activités du RCDP pour l'année 2013 et de définir les orientations et l'agenda du Réseau pour les années à venir et aux vues du contexte changeant en Palestine.

Israël / Palestine : La réconciliation palestinienne conduit à un nouvel échec du processus de paix

L'annonce de l'accord de réconciliation entre le Fatah et le Hamas, « frères ennemis palestiniens », le 23 avril dernier signe le nouvel échec des pourparlers de paix entre israéliens et palestiniens qui étaient censés déboucher sur un accord de paix le 29 avril.

La réconciliation palestinienne prévoit notamment la formation d'un gouvernement d'union, l'organisation d'élections législatives et présidentielles dans un délai de six mois, la réorganisation de l'Organisation de Libération de la Palestine, la libération des prisonniers politiques des deux camps, la création de commissions de réconciliation, et l'unification des services de sécurité palestiniens.

Israël, refusant toute discussion avec le Hamas – considéré comme une organisation terroriste – a dès lors suspendu les accords de paix, et en a profité pour imputer la responsabilité de l'échec au camp palestinien.

L'initiative de la diplomatie américaine, menée par le secrétaire d'Etat américain John Kerry avait, pendant un temps, fait renaître l'espoir d'un accord de paix conduisant à la création d'un Etat palestinien. Néanmoins, les laborieuses tractations, supposées se terminer le 29 avril, étaient déjà fragilisées par les divergences d'opinions des leaders des deux camps et par l'impossibilité d'aborder les points les plus complexes de la question israélo-palestinienne (les frontières de l'Etat palestinien en devenir, la colonisation, les réfugiés, et Jérusalem).

Le 29 avril, M. Abbas a annoncé qu'il était prêt à reprendre les négociations avec Israël si celui-ci annonçait un gel de la colonisation et s'engageait à aborder la question du tracé des frontières de l'Etat palestinien. De son côté B. Netanyahu a indiqué qu'il reviendrait à la table des négociations si Abbas renonçait à l'accord de réconciliation palestinienne, ou que le Hamas reconnaissait publiquement Israël.

Présidente du groupe-thématique : un nouveau président, ou une nouvelle présidente succèdera à Hélène Vincent, adjointe au maire de Grenoble en charge de la jeunesse, jusqu'au début avril

Groupe thématique Jeunesse à la 5e édition du Forum : Jeudi 3 juillet 2014, de 16h15 à 17h45 : Conférence Priorité JEUNESSE

Le groupe thématique jeunesse de Cités Unies France organise une conférence sur le plan d'actions « Priorité jeunesse ». Cette conférence sera l'occasion d'ouvrir une discussion-débat avec la ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports autour du chantier 10 visant à « accroître et diversifier la mobilité européenne et internationale des jeunes ».

Formation : Programme européen pour la jeunesse Erasmus + : Vendredi 4 juillet 2014, de 14h30 à 16h30

Cette formation se veut davantage une réunion de sensibilisation au nouveau programme européen Erasmus +. Ce dernier est finalement une approche intégrée et simplifiée des 7 programmes existants des secteurs éducation et formation, la jeunesse et le sport (Jeunesse en action, éducation tout au long de la vie, Erasmus Mundus, Tempus, Alfa Edulink, programmes de coopération avec les pays industrialisés pour l'enseignement supérieur). Le programme se décline au travers de trois grandes actions-clefs sur lesquelles nous reviendrons de façon plus précise et concrète avec les représentants de l'Agence française Erasmus + Jeunesse et Sport. Le nombre de participants étant limité et réservé aux adhérents de CUF, l'inscription est obligatoire.

Séminaire « Partir ou pas ? », les 19 et 20 juin 2014, à Ivry-sur-Seine

Il s'agit de la troisième édition co-organisée par Cités-Unies-France, l'ANACEJ et France Volontaires. Ce séminaire vise à fournir aux participants les ressources nécessaires à la mise en œuvre de projets à l'international, notamment dans les conseils de jeunes. En effet, les deux journées de séminaire doivent leur permettre de se familiariser avec les dispositifs de mobilité internationale, avec la conception de projets à l'international avec les jeunes, d'inscrire un projet de mobilité à l'international dans un véritable parcours d'engagement et d'identifier les structures d'appui ainsi que les financements mobilisables.

Le programme et les modalités d'inscription sont disponibles sur le lien suivant : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1989>

Événement européen YES - Youth Empowered by Skills, mardi 13 mai à Roubaix

Cet événement organisé par l'ADICE (Association pour le Développement des Initiatives Citoyennes et Européennes), en partenariat avec quatre structures européennes, portera sur la coopération transfrontalière et sur la mobilité au service de l'emploi et de l'inclusion sociale des jeunes. Construit sous forme de Conférences et de témoignages, cette journée aura pour thème principal l'Empowerment – que l'on pourrait traduire par donner aux personnes la capacité d'agir et de s'émanciper.

Toutes les informations sur cet événement sont disponibles sur le site Internet de l'ADICE : <http://www.adice.asso.fr/?cat=77>

ACTUALITÉ JEUNESSE

Forum mondial de la démocratie 2014, du 3 au 5 novembre 2014

Le Conseil de l'Europe organise un forum à Strasbourg sur le thème « de la participation à l'influence : la jeunesse peut-elle redynamiser la démocratie ? »

Pour plus d'informations :

<http://www.coe.int/fr/web/world-forum-democracy>

TOURISME RESPONSABLE

Présidente du groupe thématique : Maryvonne Blondin, sénatrice, conseillère générale du Finistère déléguée à la coopération décentralisée et à la langue bretonne

3 juin 2014 : Journée mondiale pour le tourisme durable - Paris

La Coalition internationale pour un Tourisme responsable a annoncé le thème de la 8ème édition de la Journée Mondiale pour un Tourisme Responsable organisée le 3 juin 2014 : Sociales et solidaires, les valeurs d'un tourisme innovant !

AGENDA ATTRACTIVITÉ :

Ouverture du site et des réservations du « Place Marketing Forum 2014 », à Aix, les 16 et 17 octobre 2014

La Chaire Attractivité & Nouveau Marketing Territorial (sciences po Aix) organisatrice de l'événement, propose comme partenaire une réduction de 15% pour les membres de CUF, pour toutes inscriptions avant le 15 juin.

Plus d'informations :

www.place-marketing-forum.com

Pour plus d'informations :

Linda Naili, chargée de mission (Jeunesse)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Anne Clair Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable) Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Thématiques

EAU ET ASSAINISSEMENT

Appel à contributions pour l'atelier international sur la gestion des eaux usées (novembre 2014) en perspective du 7ème Forum Mondial de l'Eau



L'agence de l'Eau Seine Normandie en partenariat avec le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de

l'agglomération parisienne (SIAAP), l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE), le pS-Eau et le Partenariat Français pour l'eau (PFE) organisent du 5 au 7 novembre 2014, près de Paris, un atelier international sur la gestion des eaux usées.

Cet atelier se donne comme objectif de contribuer au 7^e Forum mondial de l'eau (Corée, 2015) et à un objectif "Eau" post-2015. Vous pouvez transmettre votre proposition de contribution à l'atelier jusqu'au 15 juin 2014. Votre contribution pourra concerner un des thèmes suivants :

- Collecte et évacuation des eaux usées et excréta ;
- Traitement des eaux usées pour la protection du milieu récepteur et des usages aval ;
- Réutilisation des eaux usées traitées
- Valorisation agronomique et/ou énergétique des sous-produits

Pour plus de détails, vous pouvez télécharger la brochure à l'adresse suivante : http://www.eau-seine-normandie.fr/fileadmin/mediatheque/presse/communiquede_presse/Atelier_Eaux_usées-Appel_BD.pdf.



Anniversaire du pS Eau : En 2014, le pS-Eau fête ses 30 ans !

Venez fêter l'évènement avec les autres membres du réseau et toute l'équipe du pS-Eau ! Le jeudi 19 juin, à partir de 18h00, la soirée est ouverte à tous sur le thème "La mobilisation de l'expertise des collectivités territoriales françaises dans le cadre de leur action internationale pour l'eau et l'assainissement". À partir de 20h00, un buffet au bord de l'eau et soirée d'anniversaire.

DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

Bilan du 7^e Forum Urbain Mondial



Organisé par ONU Habitat sur le thème « l'équité urbaine en développement – des villes pour la vie », le 7^e Forum urbain mondial (FUM) a rassemblé 22 000 participants représentant 164 pays, soit une participation record depuis la création du forum en 2002. 500 événements ont ponctué pendant une semaine ce rassemblement de grande ampleur.

Le 7^e FUM était dédié à la préparation de l'agenda post-2015 du développement des

Nations unies et de la Conférence des Nations unies sur les établissements humains (Habitat III), qui redéfinira en 2016 l'agenda urbain international pour les 20 années suivantes. Il a été conclu par l'adoption d'une déclaration de Medellín qui met en avant l'importance d'intégrer la notion d'équité urbaine dans ces futurs agendas. Ouvert par le président de la République de Colombie, Juan Manuel Santos, le 7^e FUM représentait un événement national de premier plan. La ville de Medellín est en effet reconnue internationalement pour son projet innovant d'urbanisme social fondé sur la participation de la population, la création d'espaces publics, le renforcement de la sécurité et le désenclavement des quartiers précaires par un métrocable.

La délégation française a participé activement aux sessions du FUM de Medellín. La direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats (DGM) du MAEDI a notamment organisé deux sessions dans le programme officiel sur les thèmes de la maîtrise d'ouvrage publique locale et du financement du développement urbain, défis majeurs pour permettre aux autorités locales de répondre aux enjeux du développement urbain.

La valorisation de l'expertise urbaine française dans le cadre du PFVT

La délégation française était coordonnée par le PFVT, plateforme des acteurs français de l'urbain à l'international.

Sont notamment intervenus dans les sessions officielles Anne Paugam, directrice générale de l'AFD, Hubert Julien Laferrière, vice-président du Grand Lyon, et Jean-Marie Tétart, député des Yvelines.

Le secteur privé était fortement représenté avec Veolia Environnement, Thales, Egis (groupe Caisse des Dépôts), Poma (constructeur du métrocable de Medellín) et NTL (constructeur du futur tramway de Medellín).

Le pavillon France, coordonné par l'AFD et le PFVT, a connu un grand succès, avec une fréquentation journalière d'environ 800 personnes. Il a accueilli 25 événements organisés par les membres de la délégation.

Le PFVT contribue, par l'échange d'expériences, à l'élaboration de positions françaises sur la ville et les territoires. Il permet de valoriser l'expertise urbaine française en réponse aux demandes des villes et pays partenaires de la France.

Pour en lire plus : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article2037>

Pour plus d'informations :

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Développement urbain)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

Thématiques

GLOBAL TASK FORCE ET L'AGENDA MONDIAL

CGLU et les autres associations mondiales de pouvoirs locaux (ICLEI, AIMF, sections géographiques de CGLU, CLGF, Metropolis, ORU Fogar, FMDV...) se sont constituées en « Global Task Force » pour être l'unique interlocuteur des Nations Unies sur les trois grands sujets qui occupent l'agenda mondial du développement et de la coopération :

- 1/ la refonte de l'agenda post 2015 (fusion OMD-ODD)
- 2/ les négociations climatiques avec la perspective de la COP 21 à Paris en décembre 2015
- 3/ Habitat III et la refonte de l'agenda du développement urbain pour les 20 prochaines années.

Refonte de l'agenda post 2015 et définition d'Objectifs de Développement Durable : participez au processus de consultation sur la localisation des ODD !

Concernant la refonte de l'agenda post 2015 et la définition de nouveaux Objectifs de Développement Durables (ODD devant remplacer les Objectifs du Millénaire pour le Développement - OMD), la Global Task Force poursuit deux stratégies parallèlement pour que les gouvernements locaux et régionaux aient leur place dans le futur agenda post 2015.

Tout d'abord, elle « pousse » pour qu'un ODD soit spécifiquement dédié à l'urbanisation durable. Pour faire aboutir ce travail de lobbying auprès des groupes de travail de l'ONU en charge de définir la liste définitive de ces ODD, la Global Task Force s'appuie sur des élus comme Ronan Dantec, sénateur et porte parole de CGLU pour les négociations climatiques, Jacqueline Moustache-Belle, maire de Victoria aux Seychelles et bien d'autres. Elle saisit également toutes les opportunités pour envoyer des délégations de pouvoirs locaux à New York pour maintenir le lobbying auprès des institutions des Nations Unies. Par exemple, du 27 au 29 mai dernier, la Global Task Force s'est saisie de la première réunion d'intégration sectorielle de l'ECOSOC dédiée à l'urbanisation durable pour organiser un programme spécifique des pouvoirs locaux, tenir des side-events (dont un spécifiquement dédié à la contribution de la coopération décentralisée pour la définition de l'agenda post 2015) et des conférences, dans la perspective de « pousser » l'ODD sur l'urbanisation durable.

Ensuite, elle poursuit une stratégie de « localisation des ODD », c'est-à-dire définir des cibles et des indicateurs au sein des autres ODD qui seront retenus par l'ONU et qui pourront être utilisés par les gouvernements locaux et régionaux pour évaluer leur contribution à la réalisation de ces nouveaux Objectifs. Dans le cadre de cette stratégie, un processus de consultation mondial est en cours et vous pouvez y participer ! Des débats sont en ligne (du 19 mai au 18 juillet) à travers le forum de la page Web: <http://www.worldwewant2015.org/localising2015>. Les résultats de cette consultation seront présentés au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, pour contribuer à l'Agenda de développement Post-2015. Votre participation sera essentielle pour influencer le processus mondial de négociation Post-2015 et pour renforcer la reconnaissance du rôle des autorités locales et régionales dans la mise en œuvre de l'Agenda Post-2015. Un événement international de haut niveau pour présenter les résultats définitifs (en octobre).

Pour toutes questions relatives à la communication, vous pouvez contacter: k.shea@uclg.org. Pour davantage d'information, aller à la page web concernant la localisation 2015 (localizing 2015). Les contributions peuvent également être effectuées via Twitter en utilisant le hashtag #localizing2015.

Un point d'actualité plus spécifiquement focalisé sur Habitat III et les négociations climatiques sera porté à votre connaissance dans les prochaines lettres de Cités Unies France. Pour plus de renseignements : s.schonfeld@cites-unies-france.org

INSTITUTIONS EUROPEENNES

5^e forum de l'action internationale des collectivités territoriales : l'Union européenne invitée d'honneur

En présence du Commissaire au développement Andris Piebalgs et du Parlement, la conférence inaugurale du forum portera sur la politique européenne de développement 2014-2020 et les collectivités territoriales. Depuis sept ans, l'engagement des collectivités territoriales et de leurs associations dans un dialogue constant avec les institutions de l'Union européenne a permis de faire fortement évoluer la place des collectivités dans la politique européenne de développement vers une plus grande reconnaissance de leur valeur ajoutée spécifique. Au lendemain de l'élection d'un nouveau Parlement européen, à la veille de la nomination d'une nouvelle Commission et du lancement des nouveaux instruments financiers de l'action extérieure pour 2014-2020, cette conférence co-organisée avec l'AFCCRE cherchera à identifier les leviers d'améliorations et les grands enjeux du futur pour le partenariat entre l'Union européenne et les collectivités territoriales.

Séminaire annuel de Platforma : l'action internationale des collectivités, une réalité mondiale multiforme : approche comparative française, uruguayenne, lettone et suédoise

Le 5^e forum de l'action internationale des collectivités territoriales sera l'occasion de réunir nos partenaires européens pour la séance annuelle de Platforma. Les collectivités territoriales développent des relations internationales à travers le monde. La terminologie diverse de coopération décentralisée, action extérieure, action internationale, jumelages, illustre la complexité de définir la nature et la réalité de ces liens qui se tissent entre collectivités de pays différents. A travers quatre exemples de coopération, cette conférence cherchera les points de convergences et ceux de complémentarités entre les différentes pratiques.

2015 : première année européenne du développement !

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Thématiques

ACTUALITÉ CRISES ET REHABILITATION

Liban : Le projet à Kab Elias

Les partenaires de la commune de Kab Elias, et plus largement de la communauté de communes de la Bekaa centrale, ont rédigé une proposition de projet à mettre en œuvre avec le fonds de solidarité Liban ouvert par Cités Unies France.

Cités Unies France et le Conseil général de Belfort, partenaires de Kab Elias, assureront la transparence et le suivi de l'utilisation du fonds.

Une réunion se tiendra dans les locaux de Cités Unies France, le 12 juin, de 10h00 à 12h00, avec les cinq collectivités donatrices afin de valider le projet et éventuellement d'y apporter des remarques et modifications. Cette réunion sera également l'occasion de définir un agenda précis concernant la mise en œuvre des actions dans la communauté de communes de la Bekaa centrale.

Vous pouvez consulter sur le site de Cités Unies France le document qui présente rapidement le contexte, les besoins et les propositions d'actions à mener pour les collectivités concernées : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article2022>

CRISES ET REHABILITATION

Philippines : Synthèse de la mission de cadrage du aux Philippines (5-13 mai 2014)

Suite au passage du Typhon Haiyan et à l'ouverture du fonds de solidarité pour les Philippines, Simoné Giovetti de Cités Unies France s'est rendu aux Philippines, accompagné d'un représentant de VNG international et d'un représentant de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), deux partenaires du groupe ressource de CGLU qui s'occupe de la gestion des crises par les gouvernements locaux. La mission de cadrage réalisée sur le terrain a permis d'identifier les besoins principaux des autorités locales dans les zones affectées par le typhon, d'identifier les zones qui pourraient bénéficier de l'aide de CUF et ses partenaires, de prendre la mesure de ce qui a déjà été mis en place et de ce qui reste à faire dans la phase de reconstruction, d'identifier les acteurs clés qui pourraient devenir des partenaires dans les projet qui seront définis, et de réfléchir au type de projet à mettre en œuvre grâce au montant récolté par le biais du fonds de solidarité.

Les représentants des collectivités rencontrés ont exprimé des besoins de soutien dans leurs projets de reconstruction (relogement de certains ménages, reconstruction ou réparations des maisons touchées par le typhon), de planification (réorganisation des services, management et coordination de l'assistance à la gestion de la crise), de relance économique (notamment dans les secteurs du commerce et de la pêche qui ont subi de plein fouet les conséquences de la crise), et de préparation (formations à la gestion de l'urgence, à la prévention etc.).

La région autour de la ville de Bogo semble pertinente en ce qui concerne la zone à soutenir puisque la plupart des projets internationaux se concentrent plutôt sur la région de Tacloban et d'Ormoc. De plus, la ville de Bogo fait preuve d'une réelle capacité managériale et semble réceptive à l'action souhaitée par Cités Unies France.

En ce qui concerne le projet à mettre en œuvre, celui-ci sera à définir plus précisément avec l'aide des 49 collectivités donatrices.

Une réunion avec les donateurs sera organisée en juillet pour restituer les principales conclusions de la mission de Cités Unies France, valider les projets et définir un agenda.



Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Crises et réhabilitation)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Thématiques

AGRICULTURE, DEVELOPPEMENT RURAL ET SECURITE ALIMENTAIRE

2014 : année internationale de l'agriculture familiale - étape ou finalité pour les collectivités territoriales ? 3 juillet à Paris



PLATEFORME & RESSOURCES
ALIMENT TERRE
Nourrir le monde avec une agriculture familiale durable

Comme précédemment annoncé, une conférence sous forme de table ronde aura lieu au Palais des congrès de Paris le 3 juillet 2014 de 14h00 à 15h45.

L'objectif est de mettre en exergue l'importance de l'approche territoriale en matière d'agriculture familiale, et la manière dont, avec l'appui de Cités Unies France, les collectivités territoriales françaises peuvent contribuer au succès de l'AIAF.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du 5ème forum de l'action internationale des collectivités.

Sont attendus à cette conférence, les collectivités territoriales impliquées ainsi que des interlocuteurs institutionnels.

Les collectivités et comités de jumelage investis sur ces questions sont invités à faire part de leurs attentes et préoccupations en amont de la rencontre.

Contacts : Constance Koukoui et Joseph Nakhle

Inscription via le formulaire accessible :

http://www.e-regISTRATION.fr/ICIC_2014/page1.asp

Les systèmes alimentaires territorialisés : 4 juillet 2014, à Rennes

À l'occasion de l'année internationale de l'agriculture familiale (AIAF), la région de Bretagne et l'association des régions de France (ARF) organisent le 4 juillet 2014 à l'Agrocampus de Rennes, une journée intitulée : « Les systèmes alimentaires territorialisés - Politiques publiques, initiatives et pratiques d'acteurs ».

La rencontre portera sur le lien entre l'agriculture et l'alimentation, les politiques publiques et les actions mises en œuvre sur leur propre territoire et avec leurs partenaires du Sud.

L'évènement souhaite rassembler une pluralité d'acteurs : collectivités territoriales, organisations, professionnelles, associations, ONG, chercheurs.

Contact et inscription : Valérie Nicolas, Association des régions de France, vnicolas@arf-regions.org

ACTUALITES

26 mai : les sénateurs adoptent en première lecture les amendements au projet de loi développement et solidarité portés par Cités Unies France

Cités unies France se félicite de l'adoption par le Sénat en séance publique le 26 mai de la loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale. Cette loi est passée en première lecture devant l'Assemblée nationale le 10 février 2014.

Le président de Cités Unies France, le sénateur Michel Delebarre et les rapporteurs de la loi, ont déposé différents amendements portés par Cités Unies France. Les premiers amendements déposés en coopération avec l'Association des Maires de France concernent un nouveau moyen de financement innovant, le 1% déchet, qui à l'instar du 1% eau, permettra de développer et de sécuriser les projets de coopération décentralisée sur la thématique des déchets ménagers.

Le dernier a remplacé un alinéa voté à l'Assemblée nationale qui obligeait les actions d'aide au développement des collectivités territoriales à s'inscrire dans le cadre des priorités, des objectifs et des principes de la politique de développement et de solidarité internationale de la France par « Les actions d'aide au développement que mettent en œuvre les collectivités territoriales s'inscrivent dans le cadre de l'article 1er de la présente loi ».

Le projet de loi passera ensuite devant une commission mixte paritaire qui devrait se tenir courant juin. Le texte complet ainsi que les différents amendements sont disponibles à l'adresse suivante:

<http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl13-357.html>

Pour plus d'informations :

Constance Koukoui, chargée de mission (Sécurité alimentaire)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Semaine Amérique Latine et Caraïbes en France	France	22 mai - 4 juin	
Colloque sur les villes durables	Paris (Sénat)	28 mai	Institut des Amériques
Bureau exécutif de Cités Unies France	CUF	11 juin	CUF
Réunion du groupe-pays Mauritanie	Orléans	13 juin	CUF
9 ^e table ronde des maires français et chinois	Lille	13 juin	Comité France Chine / Institut de Politique Etrangère du Peuple Chinois (CPIFA)
7 ^{ème} Forum mondial de l'eau « Africa Water Forum »	Ouagadougou, Burkina Faso	12 - 14 juin	
Réunion bureau mondial de CGLU	Liverpool	17 - 19 juin	CGLU
Séminaire « Partir ou pas ? »	Paris	19 - 20 juin	Cités Unies France / ANACEJ / France Volontaires
Réunion du groupe-pays Comores	Paris	20 juin	CUF
Premier forum franco-russe sur les perspectives de développement du tourisme dans les districts fédéraux sibérien et extrême-oriental	Irkoutsk, Russie	23 - 24 juin	Ambassade de France à Moscou/ Région d'Irkoutsk
Réunion du groupe-pays Inde	Paris	24 juin	CUF
Atelier sur la gestion des déchets, animé par la Coalition pour le climat et l'air pur (CCAC, climate and clean Air Coalition)	Abidjan, Côte d'Ivoire	26 - 28 juin	
Réunion plénière du groupe-pays Mauritanie	Orléans, Conseil régional Centre	27 juin	CUF
5 ^e assises de la coopération solidaire en Rhône-Alpes	Annemasse et Lyon	27 - 28 juin	
Conférence sur la situation en Centrafrique	Chécy	28 juin (après-midi)	
Conférence « Financer les collectivités territoriales européennes à l'ère des crises - comment mobiliser efficacement les ressources ? »	Paris	3 - 4 juillet	CGLU / Refunds / Conseil régional Ile-de-France / Metropolis / FMDV

Agenda

de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
5 ^{ème} édition du Forum de l'Action internationale des collectivités	Paris, Palais des Congrès	3 - 4 juillet	CUF / ICIC
Réunion du groupe-pays Madagascar	Paris, Palais des Congrès	3 juillet	CUF
Réunion du groupe-pays Liban	Paris, Palais des Congrès	3 juillet	CUF
Réunion du groupe-pays Sénégal	Paris, Palais des Congrès	3 juillet	CUF
Conférence régionale : L'Afrique centrale et la crise en Centrafrique	Paris, Palais des Congrès	3 juillet	CUF
Conférence : Priorité Jeunesse	Paris, Palais des Congrès	4 juillet	CUF / Groupe thématique Jeunesse
Assemblée générale CUF	Paris, Palais des Congrès	4 juillet	CUF
3 ^e réunion du comité de pilotage français des 4 ^e Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée	Paris, Palais des Congrès	4 juillet	Comité de pilotage / Groupe-pays Japon
Rencontre du groupe-pays Burkina Faso	Paris, Palais des Congrès	4 juillet	CUF
Rencontre du groupe-pays Mali	Paris, Palais des Congrès	4 juillet	CUF
Réunion du groupe-pays Niger	Paris, Palais des Congrès	4 juillet	CUF
Réunion du groupe-pays Arménie	Paris, Palais des Congrès	4 juillet	CUF
Réunion du groupe-pays Palestine	Paris, Palais des Congrès	4 juillet	CUF
Réunion du groupe-pays Tunisie	Paris, Palais des Congrès	4 juillet	CUF

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Réunion du groupe-pays Turquie	Paris	9 juillet	CUF
5 ^{ème} atelier d'apprentissage « Villes attractives » (AL-LAs)	Lima, Pérou	1 ^{er} - 5 septembre	Projet AL-LAs
VIII ^e Sommet hémisphérique d'autorités locales	Santa Marta, Colombie	3 - 5 septembre	FLACMA (Federation of Latin American Cities, Municipalities and Associations)
Première Rencontre de la coopération internationale des collectivités françaises dans l'Océan Indien, Saint Denis, la Réunion		4 octobre (à confirmer)	
7 ^{ème} atelier d'apprentissage « Villes inclusives » (AL-LAs)	Moròn, Argentine	13 - 17 octobre	Projet AL-LAs
Assises de la coopération franco-nigérienne de Niamey	Niamey, Niger	13 - 17 octobre	Comité de pilotage
4 ^{èmes} Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée	Takamatsu, Japon	28 - 30 octobre	Comité de pilotage / Groupe-pays Japon
Assises nationales de la coopération décentralisée au Burkina Faso	Ouagadougou	Deuxième moitié d'octobre	Comité de pilotage
Forum mondial de la démocratie 2014	Strasbourg	3 - 5 novembre	Conseil de l'Europe
4 ^{èmes} Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise	Strasbourg	6 - 7 novembre	Comité de pilotage / Groupe-pays Chine
Conférence « Face au changement climatique, repenser le modèle de développement global »	Paris, Bruxelles, Genève, Lille, Lyon, ...	2 - 5 décembre	Forum Chine-Europe
Forum international pour le développement et l'équipement des collectivités	Abidjan, Côte d'Ivoire	Décembre	Media Contact Services

Publications

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2014)

Ouvrages de la collection "groupe - pays" : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPRU	Dossier pays Russie (première édition - décembre 2012)	2012
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque	2005
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2011)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPJA	Dossier pays Japon (troisième édition à paraître en 2014)	2010
DPLI	Dossier pays Liban (nouvelle édition - octobre 2013)	2013
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPHT	Dossier Pays Haïti (deuxième édition - septembre 2013)	2013
DPBR	Dossier pays Brésil (deuxième édition - septembre 2011)	2011
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2014
DPNG	Dossier Pays Niger (première édition - juillet 2013)	2013
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007



Publications

Ouvrages de la collection "groupe - pays" : 40 euros

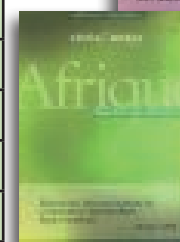
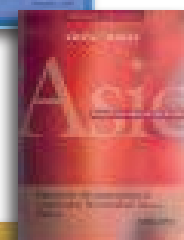
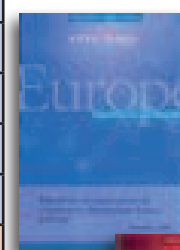
Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



Repertoires des partenariats de cooperation decentralisee : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

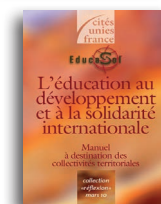
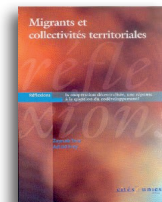
Référence	Ouvrage
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPARG	Répertoire des partenariats France - Argentine
RPBR	Répertoire des partenariats franco-brésiliens
RPHT	Répertoire des partenariats franco-haïtiens
RPACC	Répertoire des partenariats France - Amérique Centrale et Cuba
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPBE	Répertoire des partenariats franco-béninois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



Publications

Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010
Ro09	NOUVEAU ! Action internationale des collectivités territoriales et le social (CUF-ENEIS) (à paraître)	2014



Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REFo1	Ouvrage	Parution
REFo1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REFo2	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REFo3	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REFo4	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010
REFo5	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	2011
REFo6	Coopération décentralisée et santé en Afrique de l'Ouest et à Madagascar (CUF-ACTED)	2012



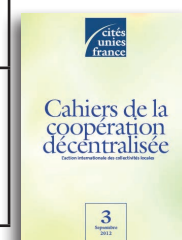
Ouvrages hors collection

Code	Ouvrage	Parution	Prix
HCDD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HCPCD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€



Cahiers de la coopération décentralisée

Code	Ouvrage	Parution	Prix
CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010	2010	30€
CDD-3	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 3 - septembre 2012 Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€	2012	30€



Publications

Bon de commande

à retourner à Cités Unies France - 9 rue Christiani 75018 Paris
ou par fax : 01 53 41 81 41

Prénom : Nom :

Fonction.....

Collectivité ou institution :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Tél. : Fax :

Courriel :



30

Référence	quantité	prix unitaire	total
Frais d'envoi :			
Prix total :			
Frais d'envoi : gratuit pour la France métropolitaine - 5 euros pour l'étranger			

- Je joins un chèque de euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je règle par virement administratif (joindre bon de commande de la collectivité)

Signature :

Suivez Cités Unies France sur Twitter et Facebook !

Cités Unies France a désormais son compte Twitter et Facebook. Retrouvez toutes les informations en direct sur : [@CitesUniesFR](https://twitter.com/CitesUniesFR) et <https://www.facebook.com/pages/Cités-Unies-France/568198223223196>



9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org